



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)



République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT PÉRIODIQUE COUVRANT LA PERIODE JANVIER – JUIN 2019

<p>Titre du Programme : Gouvernance foncière, cohésion sociale, réinsertion socio-économique et prévention des Violences basées sur le Genre dans la zone prioritaire « Autour de Kitshanga » - PAMOJA KWA AMANI NA MAENDELEO</p>	<p>Numéro du Programme (le cas échéant)</p> <p>Numéro de référence du projet au MPTF : SB-008236.06</p>
<p>Entités participantes de l'ONU :</p> <p>UN-Habitat, UNFPA, UNESCO</p>	<p>Partenaires d'exécution :</p> <p>Gouvernement :</p> <p>MONUSCO :</p> <p>ONG Internationales et Nationales : Hope in Action (HIA), Women of Africa (WOA), Save Communities in Conflict (SCC)</p>
<p>Budget total du Programme (en USD) : 2 999 868,05</p> <p>Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : 2 999 868,05</p> <p>Contributions propres :</p> <p>Autres Contributions:</p>	<p>Durée du Programme :</p> <p>Durée totale : 24 mois</p> <p>Date de démarrage : 01 Juillet 2017</p> <p>Date de fin prévue à l'origine : 30 juin 2019</p> <p>Date de fin actuelle : 31 octobre 2019</p>
<p>Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours</p> <p>Évaluation du rapport à mi-parcours -veuillez joindre le document le cas échéant</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date:</p> <p>Évaluation finale – veuillez joindre le document le cas échéant</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date:</p>	<p>Rapport soumis par :</p> <p>Nom: Adam MALAM KANDINE</p> <p>Titre: Team Leader/ RDC</p> <p>Organisation participante : UN-Habitat</p> <p>E-mail: kandine.adam@un.org</p>

PARTIE 1 – LES PROGRES

Objectif Spécifique 1 - La Gouvernance foncière est améliorée

Depuis Janvier à Juin 2019, le projet a apporté un appui substantiel aux collectifs des organisations de jeunes et de femmes. La dotation des AGRs rend ces structures plus autonomes et efficaces pour une prise en charge des questions foncières qui touchent les femmes et les jeunes. Les dotations ont été réparties comme suit :

- Les femmes sur l'axe Nyanzale ont reçu : un moulin décortiqueuse, un moulin ordinaire, une moto. Il reste 10 chèvres à remettre dans la première semaine du mois de septembre 2019 ;
- Les femmes de Kikuku ont reçu 15 chèvres et il reste 15 chèvres à remettre ;
- Les femmes de Bwalanda ont reçu ;15 chèvres et il reste 15 chèvres ;
- Les femmes de Mutanda ont reçu : 10 chèvres et il reste 15 chèvres ;
- Katsiru les femmes ont reçu un moulin ordinaire ;
- Les femmes de Birambizo (Bishusha et Bukombo) ont reçu : 4 motos et 50 chèvres ;
- Les femmes de CAFPEDI sur l'axe Kitshanga-Pinga ont reçu des fonds pour le renforcement des capacités et la sensibilisation. Ces femmes n'ont pas reçu leurs AGRs au mois de septembre 2019 parce qu'elles avaient attendu à remettre le rapport de l'utilisation des fonds pour la sensibilisation et le renforcement des capacités.

Pour ce qui est des jeunes il faut retenir ce qui suit :

- Les jeunes de l'axe Kitshanga-Pinga ont reçu 4 motos dont deux motos à Kitshanga, une moto à Mweso et une Moto à Pinga gérée par les trois localités ;
- Les jeunes de Mutanda et Nyanzale avaient reçu chacun un kit de secrétariat public composé de deux ordinateurs, une imprimante multisystème, un générateur et les fournitures,
- Les jeunes de Birambizo-Bukombo ont reçu moulin ordinaire et moulin décortiqueuse.

Il est important de préciser que le mois de septembre 2019 sera consacré à la remise des AGRs. Ces AGRs facilitent les collectifs des femmes et des jeunes de faire la sensibilisation sur les questions des dispositions de la loi foncière et la résolution des conflits fonciers. Ces AGRs vont pérenniser les acquis du projet en rendant autonome ces structures dans la prise en charge des conflits fonciers.


Pour ce qui est de la prévention et de la résolution des conflits fonciers, 185 conflits fonciers ont été documentés dans la zone du projet. **Ceux-ci impliquent 5100 ménages dont 3071 ménages dirigés par des hommes, 2029 ménages dirigés par des femmes qui ont été identifiés. Ces conflits sont de divers types (concessions avec les anciens ouvriers, successions, limites, contestation de transactions foncières, regroupements de villages etc...).**

De ces conflits, 71 conflits ont été résolus avec des accords signés par les deux parties mais nous attendons l'homologation de ces accords par les tribunaux de paix. Ces conflits impliquant **374 ménages** dont 215 ménages hommes et 159 ménages femmes et ont permis de prévenir les violences liées au foncier car aucun cas de déguerpissement forcé ou violences liées au foncier n'a été rapporté dans la zone.

La problématique de la pression foncière (liée à la pression démographique face à la rareté de terres arabes) exercée sur les propriétés foncières individuelles a trouvé de réponse à travers une cession définitive de 120 hectares à Kandole, Burungu/Kabalekasha en faveur de 739 Ménages dont 481 Ménages hommes et 258 Ménages femmes. Les cessions ont été faites par les propriétaires terriens en faveur des personnes vulnérables. Nous attendons la sécurisation de ces espaces.

Contrairement à la période de rapportage de Juillet à Décembre 2018 où 1420 ménages ont accédé à la terre par métayage, pour la période de Janvier 2019 à Juin 2019 , 911 personnes dont 427 hommes, 219 Femmes, 168 garçons et 97 Filles ont accédé à la terre pendant la période culturelle de mars 2019 malgré l'activisme des groupes armés Nyatura et Nduma Défense of Congo (NDC).

Pour prévenir les spoliations et l'injustice nées des coutumes locales rétrogrades qui discriminent les femmes et jeunes filles sur l'accès à la terre, des sensibilisations ont été organisées et ces séances ont permis d'atteindre 2610 personnes. Les femmes rurales ont commencé à réclamer leurs droits fonciers et bénéficient de ces droits (notamment sur les successions et héritages) à l'issus des médiations faites par les structure communautaires.

Résultat 1.1 – La sécurisation et l'accès à la terre sont améliorés	Etat 
--	---

De Janvier à Juin 2019, le projet a financé 6 structures de jeunes et de femmes pour une prise en charge de questions foncières qui touchent les jeunes et les femmes. Les résultats sont renseigné au produit 2 sur le résultat 2 de l'Objectif Spécifique 1.

Avec l'appui obtenu, ces plates-formes ont sensibilisé 2610 personnes sur les thèmes liés au foncier : Procédure légale d'acquisition de terres en droits congolais, l'implication de la jeunesse dans le processus de stabilisation, les droits fonciers de la femme et jeunes, la succession en matière foncière en droit congolais, etc....En fouillant les archives de la circonscription foncière de Rusthuru et Masisi au moi de JUIN 2019, 89 dossiers sont en cours de traitement pour octroie de titres fonciers. Selon les conservateurs de titres immobiliers de ces deux circonscriptions foncières, les demandes de titres sont les fruits de sensibilisations faites par les structure communautaires de Jeunes et de femmes dans les chefferie de Bashali et Bwito.

Après les sensibilisations,

La population de Burungu bénéficiaire d'accès à la terre après plaidoyer ont adresseé une demande aau partenaire de UNHABITAT pour la modification du titre pour leur garantir la sécurité de leur espace. C'est aini que SCC a facilité cette opération de modification du titre auprès de l'administration foncière de la circonscription foncière de Masisi.**Produit 1.1.1 – les capacités des populations à l'accès et à l'utilisation de la terre sont accrues**

Les résultats de l'évaluation menés auprès des bénéficiaires montrent que 911 personnes dont 427 hommes, 219 Femmes, 168 garçons et 97 Filles ont reçus de lopins de terres pour métayages grâce au plaidoyer fait par le projet auprès de concessionnaires et propriétaires terriens. Néanmoins, la présence du groupe armé Nyatura avec sa position avancée dans une des concessions ex SICIA à Kamatembe et Kiyeye, Chefferie de Bwito, Territoire de Rusthuru n'a pas permis au Projet de faire accéder par métayage à plusieurs ménages.

Parmi les points forts réalisés, 739 Ménages dont 481 Ménages hommes et 258 Ménages femmes, ont déclaré avoir reçus définitivement 120 hectares de terre cédés par les propriétaires terriens grâce à l'intervention du projet avec l'appui des autorités locales.

Le plaidoyer fait pour l'accès à la terre aux populations locales a été salué par les membres du cadre d'échange de BASHALI qui, au début de la mise en œuvre lors de la revue des activités du produit 1 du projet, avait estimé que l'accès à la terre constitue l'un des résultats majeurs.

Cette satisfaction fut exprimée lors de la visite conjointe avec les membres du cadre d'échange des Bashali effectuée en mai 2019 dans un de champs cédé définitivement aux populations à **Kandole** dans l'objectif de se rassurer du respect de l'atteinte de résultats tel que recommandé.

Produit 1.1.2 – Les services de l'administration foncière sont appuyés

Pour faciliter le travail des du service foncier de la brigade de Kitshanga, une dotation en chaises, tables et fournitures de bureau a été faite. Ceci, dans l'optique de renforcer la capacité opérationnelle de l'administration foncière en vue d'améliorer la qualité des prestations desdits services au bénéfice de la population.

Notons que ce projet vise aussi un renforcement de la confiance et le rapprochement entre l'administration foncière et les populations. Ainsi donc, l'amélioration des conditions de travail de

l'administration foncière, réduit les risques de rançonnement des bénéficiaires. L'absence des pratiques de ce genre au sein de l'administration des terres renforce la confiance entre les populations et les agents affectés au service foncier.

Produit 1.1.3. Connaissances accrues des membres des communautés (hommes, femmes, groupes marginalisés) sur les mécanismes d'accès à la terre et de sécurisation foncière

Après le test d'évaluation de connaissances, après chaque séance de sensibilisation, 2610 personnes dont 679 hommes, 342 Femmes, 800 garçons 789 filles ont répondu positivement aux questions des facilitateurs. Ces questions portaient sur les connaissances acquises sur les thématiques liées au foncier notamment la procédure légale d'acquisition des terres en RDC, le droit de succession etc.... Pour la période de Janvier à Juin 2019, en chefferie de Bwito, **9 titres fonciers** ont été octroyés dont 2 dans le groupement Tongo où le projet n'intervient pas ; contrairement à la période de Juin à Décembre 2018 où **1 seul titre foncier** a été délivré. Ce progrès a été obtenu grâce au concours de 6 structures communautaires de jeunes et de femmes qui ont reçus des subventions en AGR pour leur autonomie fonctionnelle.

Selon le service de l'administration foncière de Rusthuru, trois défis majeurs ne facilitent pas l'accès de populations aux services fonciers :

- a. La quasi-totalité de la zone par les groupes armés ;
- b. L'éloignement de service de l'administration foncière ;
- c. La tarification jugée trop élevée par rapport à l'objet foncier à sécurise et le niveau de vie des populations.

Résultat 1.2 – Une gestion participative des questions foncières est assurée	<table border="1"> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">Etat</td> </tr> <tr> <td style="width: 33%;"></td> <td style="width: 33%; text-align: center;">X</td> </tr> <tr> <td style="width: 33%;"></td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> </table>	Etat			X		
Etat							
	X						

Plusieurs conflits fonciers ont trouvé de solution pendant la période de Janvier à Juin 2019. Au total, 185 conflits fonciers impliquant 5100 ménages dont 3071 ménages Homes, 2029 ménages femmes ont été documenté et parmi eux 71 qui impliquent 374 ménages dont 215 ménages hommes et 159 ménages femmes ont trouvé de solution par médiation. La médiation facilité l'accès de la femme à terre lors de la résolution des conflits fonciers qui concernent les questions de successions, surtout que les coutumes locales sont discriminatoires. La plupart de ces conflits fonciers concernent la succession en matière foncière, la contestation des transactions foncières et les conflits de limites. Les ménages concernés sont des déplacés et les familles d'accueil et anciens ouvriers des concessions.

La confiance des bénéficiaires et le principe de gratuité de la médiation ont facilité ce processus de résolution.

Pa railleurs, il est important de noter que 86 personnes dont 54 hommes et 32 Femmes ont été formées sur différentes matières relatives au foncier afin de promouvoir les méthodes alternatives de résolution des conflits fonciers Pendant deux jours sur les techniques de médiation, de plaidoyer, droits fonciers de personnes en déplacement pendant leur retour.

L'insécurité et le non accès dans plusieurs zones n'ont pas favorisé les séances de médiation foncière dans les villages éloignés et sous l'emprise de groupes armés.

Le recours aux plates-formes de femmes et de jeunes ainsi que la sous coordination foncière de Kitshanga a permis l'atteinte les résultats ci haut cités.

Produit 1.2.1 – Des structures de coordination entre l'administration foncière, les autorités coutumières et la société civile sont opérationnelles

Au niveau local, ces structures ont réuni 60 personnes représentant les structures de la coordination foncière provinciale dont 12 femmes et 48 hommes des ethnies différents (Hunde, Hutu, Tutsi, Nyanga et Nande) ont planifié leurs activités au cours d'un atelier de planification annuelle des activités de la coordination foncière provinciale. Cette activité a eu lieu à Goma à l'hôtel Linda le 14 février 2019. Cette activité leur permettra de coordonner les actions et éviter les duplications des activités sur terrain.

Au niveau local (Kishanga), 24 réunions ont été organisées et réunies 16 membres des structures locales de médiation dont 7 femmes médiatrices foncières formées au cours de ce projet.

Cette équipe réduite de la sous coordination foncière locale de Kitshanga formée par 16 membres dont 7 femmes représentants de 10 structures appuyées a conjuguées efforts pour résoudre les 15 conflits difficiles référés par les structures communautaires de médiation. 14 de ces 15 conflits référés ont été résolus et un autre est en cours.

Au cours d'une évaluation menée auprès des bénéficiaires, les solutions à l'amiables trouvées à l'issue de la médiation ont permis la relance agricole pour les ménages vulnérables et ont renforcé la cohabitation entre les membres de la communauté.

Pour y remédier, nous avons constitué des groupes mobiles de médiateurs fonciers et ceux-ci se ont sont déployés dans les zones éloignées pour atteindre les bénéficiaires.

Produit 1.2.2 – Des conflits fonciers sont identifiés et résolus dans la zone du projet

Au cours de cette période, dans le secteur de prévention et résolution des conflits fonciers, les progrès réalisés se présentent comme suit :

- La résolution de 71 conflits fonciers qui impliquent 374 ménages dont 215 ménages hommes et 159 ménages femmes ;
- Identification des 185 conflits fonciers qui impliquent 5100 ménages : 3071 ménages Homes, 2029 ménages femmes ont été suivis.

Dans la zone du projet à part les zones de Kitsimba et Kiyeye assiégées par le groupe armé Nyatura, des violences liées au foncier n'ont pas été signalées.

Néanmoins, dans la région de Misinga, chefferie de Bashali, Territoire de Masisi, les représentants des familles d'anciens ouvriers ont été arrêtée et incarcérées à la prison centrale de Munzenze/Goma. Les médiateurs fonciers sont intervenus pour obtenir leur libération et le concessionnaire s'est engagé à céder définitivement 100 ha sur le 307 hectares réclamés par la population à conditions que les populations cessent de revendiquer la concession.

L'arrestation et la détention de ces personnes a été à la base d'enrôlement des jeunes gens dans les rangs du groupe armé Nyatura pour revendiquer leurs droits fonciers.

Défis et mesures de mitigation

OBS1

Défis :

- a. L'éloignement des instances de médiation face aux bénéficiaires ;
- b. L'insécurité dans la majorité de la zone d'intervention ;
- c. L'éloignement des services de l'administration foncière aux demandeurs de titres fonciers ;
- d. L'arrestation des bénéficiaires impliqués dans des conflits complexes qui déstabilisent la zone ;
- e. Rebondissement de certains conflits fonciers dans la zone d'intervention.
- f. La quasi-totalité de la zone par les groupes armés ;
- g. L'éloignement de service de l'administration foncière ;
- h. La tarification jugée trop élevée par rapport à l'objet foncier à sécurise et le niveau de vie des populations.

OBS1.**Mesures de mitigation**

- Le déploiement des équipes mobiles de médiateurs fonciers dans les zones éloignées pour des séances de médiations foncières en faveur de vulnérables ;
- Plaidoyer pour la libération des bénéficiaires arrêtées ;
- La réduction des mouvements de médiateurs fonciers dans les zones contrôlées par les groupes armés ;
- Appui (dans l'installation et fonctionnement) en perspectives aux brigades foncières et facilitation de leur déploiement dans les zones éloignées de l'administration foncière ;
- Homologation des compromis par les tribunaux de paix.(revêtir les compromis des jugements d'expédient pour les rendre obligatoire).

Coordination**OBS1.****Points faibles.**

- a. Tenue non régulière des réunions spécifiques entre acteurs de stabilisation dans la zone.
- b. Au niveau local, coordination des projets de stabilisation et projets alignés n'est pas effective parce que certains acteurs ne sont pas représentés à la base.

OBS1.**Points forts**

- Mission conjointe de suivi des cas des conflits fonciers par les agences membres du consortium et les autres partenaires humanitaires ;
- La coordination foncière locale mieux organisée dans les interventions de suivi conjoint des conflits fonciers et de partage des informations dans la zone prioritaire autour de Kitshanga ;
-

Encrage institutionnel**OBS1.**

- L'engagement des autorités locales dans la facilitation de la mise en œuvre constitue un facteur de réussite et de confiance vis-à-vis des acteurs opérationnels dans les activités de sensibilisation. Cet engagement se traduit par le fait que les invitations des réunions de la coordination foncière locales sont signées par la chefferie et les séances de médiations des conflits fonciers se font en présence des autorités locales et sensibilisent les parties en conflits pour adhérer à la médiation.
- L'appui avec les AGRs aux plates-formes de organisations des femmes et des jeunes pour leur autonomie ainsi que la remise de la responsabilité de la sous coordination foncière à l'autorité de la chefferie constitue un aspect de pérennisation des activités de cette structure après la clôture du projet. Il faut aussi noter la position centrale qu'occupe les femmes membres de la sous coordination foncière dans la planification des activités et dans la prise des décisions parce que les femmes qui représentent les plates formes sont des points focaux au sein de leur structures et orientent les décisions de la sous coordination foncière locale.

Questions de genre**OBS1.**

- a. La budgétisation sensible au genre dans le cadre de ce projet (sélection des bénéficiaires et leur implication dans le déroulement des activités de médiation, formation et sensibilisation) Les structures de femmes et de jeunes ont été appuyées selon leurs besoins exprimés sans distinction de rôles/Attributions et sexe ou autres considérations qui entravent le respect du genre. Cet appui réponds aux besoins des jeunes filles et garçons qui sont membres des regroupement des femmes et des jeunes. Ceci permet à ce que

l'appui puisse atteindre presque les couches de la population qui est vulnérables mais aussi la couche où se trouve les jeunes à risque qui sont exposés à intégrer les groupes armés.

Leçons apprises

OBS1.

- a. Les équipes mobiles de médiateurs fonciers permettent de couvrir les zones éloignées de structures de médiations et les femmes, jeunes filles trouvent leurs droits fonciers jadis marginalisés ;
- b. La médiation foncière offre une opportunité aux personnes marginalisées de recouvrer leurs droits fonciers.

Histoires de succès

OBS1.

Monsieur Nyakwamwe Mpore , retourné de son état, originaire du village de Busumba en groupement Bashali Mukoto avait été chassé de son champ par une famille financièrement forte. Lors de son retour cette famille avait occupé le champ de ce retourné, mais grâce à la médiation, Mr Nyakamwa a pu récupérer son champ mesurant 15 hectares. Actuellement il vit paisiblement dans son champ avec sa famille.

Messieurs MAMPOKE et MAOMBOLEO, tous habitants de la colline MISINGA, ont été arrêté et détenus pendant 6 mois à la prison centrale de Munzenze/Goma suite à un conflit foncier qui les oppose au concessionnaire Kibala Kisekeseke. Après leur libération, suite au plaidoyer de SCC avec l'appui de ONU HABITAT auprès des instances judiciaires, a créé un sentiment de satisfaction et renforcer la confiance aux partenaires de mise en œuvre.

Mr MAMPOKE déclare : « Je suis né dans cette concession et aujourd'hui j'ai 65 ans mais curieusement, Mr Kibala Kisekeseke est venu déguerpir 220 ménages et nous étions arrêtées injustement à la prison. Grace au concours de médiateurs fonciers dans le cadre du projet Pamoja Kwa Amani na Maendeleo, je suis libre et le concessionnaire promet nous rétablir dans nos droits ».

Mme la responsable du collectif Bureau Central des association féminines de Nyanzale (BCAF) déclare que l'appui financier reçu du partenaire de UNHABITAT a été fructifié, ainsi, un moulin supplémentaire et deux chèvres ont été acquis. Les deux chèvres ont été données à deux organisations membres du collectif qui, au départ n'étaient pas appuyés. Ceci renforce leur autonomisation.

Objectif Spécifique 2 - Cohésion sociale et résilience communautaire accrues

Résultat 2.1 – Réinsertion socioéconomique des jeunes assurée

Etat



Objectif Spécifique 2 - Cohésion sociale et résilience communautaire accrues

En ce qui concerne la Cohésion Sociale et la Résilience Communautaire, il sied de noter que la mise en œuvre du projet a contribué sensiblement à la réduction des conflits inter et intracommunautaires dans la zone prioritaire autour de Kitshanga. En effet, au début des activités du projet, le pourcentage de réduction de conflits inter et intracommunautaire était à 30%. Actuellement, les conflits inter et intracommunautaires ont été réduit à 72% sur 80% prévu à la fin du projet.

Cette réduction des conflits inter et intracommunautaires résulte de la mise en œuvre des activités du projet d'une part avec la dotation des activités génératrices des revenus (AGRs) aux jeunes vulnérables et à risques bénéficiaires du projet, identifiés et sélectionnés et représentant toutes les différentes ethnies de la communauté dans la zone prioritaire autour de Kitshanga et principalement la réunification des jeunes des différentes communautés autour des activités génératrices des revenus collectives.

Cette dotation des AGRs aux jeunes de différentes communautés a permis de réduire à 65% l'enrôlement de jeunes dans les groupes armés (une estimation faite en juin 2019 - d'après les archives de la division des affaires sociales au niveau de Goma et de l'inspection territoriale chargée des affaires sociales dans le territoire de Rusthuru) sur un taux de 80% prévu dans le cadre du projet.

Les leaders communautaires et les organisations locales actives dans l'encadrement des jeunes démobilisés dans le Rutshuru et Masisi, ont déclaré que les AGRs ont eu un effet positif avec une marque « très bonne » sur la cohésion sociale. Le projet prévoit que les membres de communauté se déclarent avec une marque « excellent » vis-à-vis des effets des AGRs sur la cohésion sociale contrairement au début du projet où les personnes interrogées disaient que ces effets s'estimaient avec une marque « Bonne ».

D'autre part, les activités conviviales et ludiques organisées au cours de la mise en œuvre du projet, ont contribué à réduire la méfiance intercommunautaire et à instaurer un climat de confiance entre les jeunes de différentes communautés. Ceci est perceptible grâce à cette motivation des jeunes à organiser des activités ensemble en dehors des activités du projet, une attitude qui favorise le vivre ensemble en paix.

Résultat 2.1 – Réinsertion socioéconomique des jeunes assurée

Etat



D'après une évaluation menée en mai dernier, 80% des bénéficiaires ont réussi à fructifier leurs AGRs. Les jeunes bénéficiaires ont saisi les opportunités qui leur ont été offerts pour s'intégrer pleinement dans la communauté et améliorer leur condition de vie. Le pourcentage des jeunes filles représente 45 % du total.

Notons que le suivi de proximité effectué depuis janvier 2019 à ce jour auprès des bénéficiaires du projet et les discussions avec le cadre communautaire sur la mise en œuvre des activités du projet, ont permis de constater encore une fois de plus le changement perceptible dans le comportement des jeunes bénéficiaires du projet avec les activités génératrices des revenus.

Un constat fait au niveau de Kitshanga est que près de 60 % des bénéficiaires de la deuxième phase de dotation des AGRs, ont diversifié leurs activités de manière à tirer profit de l'une et l'autre activité. A titre d'exemple, un bénéficiaire qui choisit de faire la vente de carburant et en même temps de faire la vente des articles divers. Cette façon de faire prouve à suffisance une appropriation des activités de la part des bénéficiaires qui ont compris la nécessité des AGRs et un sens de responsabilité accrue et saisie pour une stabilisation dans la communauté.

La mise en œuvre du projet a contribué de manière significative à la réduction des conflits inter et intracommunautaires dans la zone prioritaire autour de Kitshanga au travers l'octroi des activités génératrices des revenus aux jeunes vulnérables et à risques bénéficiaires du projet mais essentiellement la réunification des jeunes de différentes communautés ethniques autour des activités génératrices des revenus collectives.

Signalons que AGRs collectives ont favorisé la cohésion sociale. Les bénéficiaires du projet regroupés autour de leurs activités et tiennent chaque semaine des réunions. Au cours de ces réunions, ces jeunes de différentes discutent non seulement autour de la gestion des AGRs mais aussi autour des aspects liés à la cohabitation pacifique. Le seul fait de se mettre ensemble autour d'une même table pour discuter des problèmes qui les concernent et de trouver ensemble des solutions, permet à chacun de membre d'accepter l'autre tel qu'il est indépendamment de son ethnie. On peut percevoir dans le groupe une volonté de vivre ensemble avec le partage de pouvoir et une bonne collaboration.

Par ailleurs, depuis le début de cette année, les groupes armés locaux jadis actifs se sont vidés, plusieurs jeunes ex-combattants ont maintenant une occupation à travers les AGRs ou les groupements d'intérêts économiques qui leur permettent de se stabiliser dans la zone prioritaire autour de Kitshanga.

Ces activités leur ont permis donc de se désolidariser de plus en plus des groupes armés, de réduire le banditisme et la criminalité mais aussi le chômage. Par ailleurs, ces activités génératrices des revenus leur ont permis d'être plus utiles dans la société et ces jeunes réinsérés, s'approprient des opportunités qui s'offrent à eux pour améliorer leur condition de vie.

Cependant, certains les jeunes vulnérables dans la zone prioritaire autour de Kitshanga n'ont pas eu la chance d'être réinsérés comme les autres, particulièrement ceux vivant dans les villages éloignés de grands artères ; ceci crée une sorte de jalousie parmi les jeunes qui n'ont pas été réinsérés.

Les missions de suivi et évaluation du projet organisées en Avril dernier en témoignent plus : Les activités réalisées par nos partenaires de mises en œuvre en l'occurrence Women of Africa et Hope In Action, sont bien appréciées par la communauté, notamment, les activités de réinsertion socioéconomique des jeunes vulnérables et/ou à risques à travers la mise à disposition des AGRs individuelles et collectives ; et les activités de cohésion sociale.

Comme mentionné ci-haut, les leaders communautaires et les organisations locales actives dans l'encadrement des jeunes ont déclaré que les AGRs ont eu un effet positif avec une marque « très bonne » sur la cohésion sociale (source : Chef de Division des Affaires sociales).

A ce jour, 562 jeunes vulnérables et à risques dont 254 jeunes filles, ciblés dans le cadre du projet ont été réinsérés et ont une source de revenu stable grâce aux interventions du projet. Ces bénéficiaires ont été sélectionnés en collaboration avec la Chefferie, le CLPD, le CLJ, la société civile... Parmi lesquels il y a des Ex-combattants, des Filles mère et chef de ménage, des Enfant chef

de ménage, des Jeunes non accompagnés, des Jeune femme veuve, des Orphelins de premier degré, des Pygmées et des Personne avec handicap.

Produit 2.1.1 – Participation des jeunes à risque ciblés par le projet aux activités de réinsertion socioéconomique

L'étude du marché menée entre le premier et le second trimestre de l'année, a permis de redresser et recadrer les activités de réinsertion socio-économique (AGR) et montrer les activités porteuses dans la zone prioritaire autour de Kitshanga. Il est ressorti de cette étude que chaque village ou site a sa propre caractéristique en matière des activités génératrices de revenus. Le point commun dans tous les sites se base sur l'agriculture et l'élevage. L'étude a montré aussi qu'il faudra amener les bénéficiaires à travailler ou développer des métiers identifiés comme rentables et qui sont restés longtemps oubliés dans leurs villages. A titre d'exemple : la briqueterie, la fabrication des fromages par l'installation des fromageries dans le pâturage, le système des stockages des produits agricoles après la récolte avant de le mettre sur le marché...

En ce qui concerne le commerce, l'étude montre également que le commerce des produits alimentaires, des unités, des carburants et autres activités comme identifiées dans ce rapport sont en général les plus recommandés pour un bon rendement car elles présentent peu des risques dans la zone.

Par ailleurs le groupement d'intérêt économique dans les sites du projet demande un accompagnement rigoureux et l'adaptation par rapport aux normes exigées, seulement, ne pas dépasser un nombre de dix personnes par groupement d'intérêt économique.

Plusieurs séances de travail ont été organisées entre le Consultant et les partenaires de mise en œuvre en vue de renforcer leurs capacités sur la question et mettre à leur disposition un business plan et un guide pour les activités.

Ces leçons ont été intégrées et partagées avec les nouveaux bénéficiaires au cours de la formation sur les techniques pratiques de gestions des AGRs. Pour ce qui concerne les anciens bénéficiaires, un suivi a été fait sur la réalisation de leurs activités. Certains bénéficiaires ont dû changer leur AGR pour se lancer dans une autre activité porteuse.

A ce jour, le projet a déjà facilité la réinsertion socioéconomique 562 jeunes vulnérables et à risques dont 254 jeunes filles dans les localités de Kitshanga, Mweso, Pinga, Nyanzale, Kikuku, Birambizo. L'insécurité qu'a connu la localité de Birambizo ces derniers temps, n'a pas facilité les dernières activités à réaliser dans cette partie de la zone. La période d'extension sans coût du projet permettre de finaliser les activités restantes et d'atteindre la cible des jeunes vulnérables et à risques à réinsérés qui est de 600 bénéficiaires.

Ces jeunes disposent désormais d'une occupation rémunérée, source d'un revenu stable. Comme indiqué plus haut, 80 % des jeunes qui ont reçus une AGR, continuent à travailler et à fructifier leurs activités. Ceci est perceptible grâce aux missions de terrain que nous effectuons avec nos partenaires de mise en œuvre.

A ce nombre, s'ajoute également 250 jeunes vulnérables et à risques qui ont bénéficié d'emploi temporaire à travers les travaux de haute intensité de main d'œuvre (HIMO) sur les axes : Kikuku-Nyanzale, Birambizo-Kitshanga, Mweso-Kalembe-Pinga, dans le cadre du projet « Pamoja kwa Amani na Maendeleo ». Ces jeunes Hundes, Tutsis, Nandes, Hutus, Nyangas... travaillant la main dans la main pour le développement de leur communauté et se sont constituer en association composée des jeunes bénéficiaires des travaux à Nyanzale, Kikuku, Kitshanga, Birambizo, Mweso, Kalembe, Pinga... pour échanger sur les questions de paix, en vue de contribuer efficacement à la cohésion sociale en participant au processus de paix.

Ces jeunes vulnérables se sont vus accompagner et encourager dans ces travaux pour leur permettre de lancer des initiatives économiques et améliorer leur autonomie financière. Ils gagnent 3\$ par jour de leur travail, 2\$ leur sont remis directement en vue de subvenir à leur besoin essentiel

et le reste réservé au titre de l'épargne et remis à la fin des travaux pour leur permettre de se lancer dans une activité économique en vue de réduire leur vulnérabilité. Ces travaux d'HIMO ont permis la réouverture et traitement des points chauds des axes routiers de la zone.

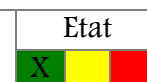
Produit 2.1.2 – Des groupements d'intérêts économiques communs (GIEC) sont opérationnels

Voir indications fournies dans la section dédiée à l'objectif spécifique 1.

La mise en place de 12 groupements d'intérêts économiques (à Kitshanga, Birambizo, Nyanzale, Kikuku et Mweso), a facilité la réinsertion socio-économique de 86 jeunes vulnérables et à risque dont 36 jeunes filles (salon de coiffure, garage communautaire, restaurant, atelier de coupe et couture...). Ces groupements d'intérêt économique font partie des AGR collectives que l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS/MONUSCO) considère comme des activités génératrices de revenus communautaires qui aident à reproduire le modèle pour d'autres et à construire un intérêt commun sur une période plus longue.

Notons qu'autant que les AGRs collectives, les GIEs ont favorisé le renforcement des liens sociaux et la confiance intra et intercommunautaires. Cette volonté de vivre ensemble s'est accrue au niveau des communautés et entre les jeunes des différentes ethnies.

Résultat 2.2 – Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcées	Etat
	X



Voir indications fournies dans la section dédiée à l'objectif spécifique 1.

Plusieurs activités réalisées au cours de cette période, ont permis de resserrer les liens inter et intra sociaux au sein des communautés. Un total de 62 activités conviviales organisées ont permis aux jeunes des différentes ethnies dans la zone prioritaire de cohabiter ensemble en dépit des divergences liées aux aspects communautaires. En outre, 267 jeunes dont 91 jeunes filles ont participé aux fora de discussions entre jeunes de différentes communautés. Ces rencontres périodiques organisées autour des questions qui les concernent notamment : la résolution des conflits, la confiance mutuelle, la non-discrimination, la construction de la paix et de la cohésion sociale, les questions de population avec un focus sur la sexualité responsable, le VIH, les violences sexuelles, la lutte contre la toxicomanie, ont permis l'acceptation mutuelle entre communauté et prévenir les violences ethniques.

Il sied de noter que l'opérationnalisation du Centre des Jeunes de Kitshanga reste un grand défi à relever dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Les travaux de construction du Centre des Jeunes ont bel et bien démarré au cours du second trimestre de l'année et prendront fin au cours du mois de septembre 2019. Au stade actuel, la toiture et les travaux de crépissage intérieurs ont été finalisés. Le Centre de jeunes constituera un cadre d'échanges formel et pacifique entre les jeunes sur les questions qui les préoccupent, et contribuera à réduire les tensions entre communautés.

Par ailleurs, une mutualisation des efforts est fournie entre UNFPA et Alerte International autour de la construction du Centre des jeunes de Kikuku, le processus étant en cours.

Produit 2.2.1 – La confiance intra et intercommunautaire est accrue

Voir indications fournies dans la section dédiée à l'objectif spécifique 1.

A travers 62 activités conviviales et ludiques organisées et l'appui aux AGR des jeunes au cours de la période (comme le tournoi de football, des danses, des pièces des théâtres, des jeux, etc.) le projet a contribué de manière significative à réduire la méfiance intercommunautaire, consolider les rapports entre communautés et à instaurer un climat de confiance entre les membres de différentes communautés:

- Ces activités ludiques sont devenues des moyens de raffermissement des liens, de paix et de cohésion sociale entre les communautés.
- Les jeunes commencent à fréquenter d'autres villages, chose qui n'existait pas jadis.
- Les matchs interethniques sont actuellement livrés régulièrement.
- Les jeunes se désolidarisent de plus en plus des groupes armés et certains jeunes se trouvant dans les groupes armés, participent aux activités.

Ces activités ont touché plus de 30 000 personnes depuis le début du projet et ont permis de resserrer les liens inter et intracommunautaires et ont contribué à la prévention des violences ethniques.

Produit 2.2.2 – La volonté de vivre ensemble est accrue au niveau de la communauté

Voir indications fournies dans la section dédiée à l'objectif spécifique 1.

Grâce au projet, 18 réseaux des jeunes bénéficiaires (réunions, groupes créés sur les réseaux sociaux comme WhatsApp et Facebook) ont été formés selon les types d'activités génératrices des revenus. Ces réseaux constituent un véritable cadre d'échange entre jeunes bénéficiaires sur les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et les pistes de solution et également un cadre dans lequel ces jeunes font véhiculer les messages de paix entre les communautés et de cohésion sociale. Au total 200 téléphones ont été distribués aux bénéficiaires à Kitshanga, Birambizo, Nyanzale et Kikuku. Ces téléphones constituent un véritable moyen de faire véhiculer les comptes rendus des réunions à travers le réseau entre les localités et de partager d'autres informations leurs concernant. A titre d'exemple, les jeunes de Nyanzale et de Kikuku se partagent les informations via le réseau et ceci n'est pas disponible, ils se retrouvent pour tenir les réunions et produisent des comptes rendus en dur.

Défis et mesures de mitigation

- L'activisme des groupes armés reste encore un grand défi auquel faire face. Les groupes armés regorgent encore beaucoup de jeunes, et ces derniers constituent un danger pour les jeunes réinsérés, car leurs AGRs sont souvent confisqués au prix de leur vie. A titre d'exemple, un jeune bénéficiaire ex-combattant s'est vu arracher son AGR le lendemain de sa réception par ces autres anciens collègues combattants le menaçant de le tuer s'il ne leur donnait pas.
De l'autre côté, certains les jeunes vulnérables dans la zone prioritaire autour de Kitshanga qui n'ont pas eu la chance d'être réinsérés, particulièrement ceux vivant dans les villages éloignés de grands artères développent une sorte de jalousie vis-à-vis des jeunes réinsérés.
Il y a donc nécessité de renforcer le parquet d'appui aux activités de réinsertion socioéconomique pour réduire ce risque.
- Comme mesure de mitigation, la construction des centres de jeunes de Kitshanga et Kikuku constituera un cadre d'échanges formel et pacifique entre les jeunes, sur les questions qui les préoccupent, et contribuera à réduire les tensions entre communautés. (Les travaux sont en cours d'exécution et prendront fin au cours du mois de Septembre).

<p>La période d'extension sans coût permettra de mener quelques activités avec les jeunes d'ici fin octobre 2019.</p>
<p>Coordination</p> <p>La synergie entre UNFPA et Alerte international sur la construction du centre de jeunes de Kikuku a favorisé l'efficacité et l'efficience dans la réalisation de cette activité qui est en cours. En effet, SSU avait mis à la disposition de l'UNFPA un montant de 60.000 \$ pour l'appui aux Centres de Jeunes de Kitshanga et Kikuku, dans le cadre de la mise œuvre des recommandations de la Table Ronde de Bashali, et ce sur les fonds d'Alert International.</p> <p>Etant donné d'une part que les procédures de transfert de fonds entre Alert International et UNFPA étaient difficiles et d'autre part, l'UNFPA ne construit pas selon ses procédures, il a été convenu que le processus de construction du Centre des jeunes de Kikuku soit mené par Alert International. L'Ingénieur-conseil de la Monusco a fourni un cahier de charge pour les travaux du Centre des Jeunes de Kikuku ainsi que la maquette pour ce faire. Il a été convenue lors de la réunion du 12 mars que le Centre de Kikuku sera financé à hauteur de 60.000 \$, sur les fonds d'Alert International affectés à l'appui aux Centres de Jeunes et qu'Alert International se chargera de mener le processus de sélection de l'entrepreneur devant faire les travaux du Centre des Jeunes de Kikuku suivant ces procédures. Ce dernier se chargera de payer directement l'entrepreneur. Au stade actuel, le processus a déjà été lancé.</p>
<p>Encrage institutionnel</p> <p>L'implication des autorités locales et le Conseil Local de la Jeunesse (CLJ) de Bashali a permis de dénouer la crise autour du centre de jeunes de Kitshanga. Pour ce qui concerne les dettes encore non payées aux fournisseurs des matériaux de construction par l'ancien entrepreneur qui a construit les latrines, il sied de noter qu'il y a des avancées significatives dans la résolution de ces frustrations au sein de la communauté. En effet, plusieurs réunions ont été organisées à l'UNFPA pour faciliter la médiation entre les fournisseurs et l'ancien entrepreneur en vue trouver des solutions adéquates. Notons que l'UNFPA n'est pas responsable des engagements pris par l'ancien entrepreneur dans la communauté. Au stade actuel, les factures de certains fournisseurs ont déjà été payés. L'entrepreneur a pris des engagements avec d'autres fournisseurs non encore payés de manière régler leurs factures dans un délai fixé.</p>
<p>Questions de genre</p> <p>Grâce au projet, il a été initié le changement de comportement entre fille et garçon afin de parvenir à plus d'égalité entre filles et garçons et à une plus grande autonomie de la jeune fille pour ne laisser personne derrière. Un peu plus de 35 % des jeunes filles ont été réinsérées.</p> <p>Toutes les activités réalisées ont tenu compte de la dimension genre. Un quota de 35 % au moins dédié aux filles rentrant dans les critères a été arrêté pour permettre plus d'égalité entre filles et garçons. Lors de l'identification et la sélection des bénéficiaires dans certaines localités comme Pinga, le pourcentage de jeunes filles sélectionnées dépasse celui des hommes.</p>
<p>Leçons apprises</p> <p>.</p> <p>La réinsertion socio-économique de jeunes ex-combattants est une clé de réussite dans la stabilisation des zones en proie aux groupes armés.</p>
<p>Histoires de succès</p>

Mr Le Chef de village de Kitshanga avait déclaré au cours d'une évaluation que « le projet de stabilisation via le partenaire ABCOM en juin dernier, a permis la canalisation des eaux stagnantes depuis le marché de Kitshanga vers l'Eglise YOPA. Le travail fait entre les jeunes de différentes ethnies a créé un climat de cohésion entre lesdits jeunes (Hundes, Tutsis et Hutus). Le quartier où traversait ces eaux stagnantes ayant été abandonné depuis de longues années, s'est repeuplé à l'issus de ces travaux ; ce quartier le plus envié par les commerçants qui désirent ériger leurs boutiques ».

Objectif Spécifique 3: Niveau SGBV réduit dans les zones prioritaires

Le dernier objectif spécifique du présent programme conjoint a consisté à contribuer à la réduction sensible du niveau des SGBV dans cinq sites de son implémentation. Pour ce faire, 300 leaders communautaires identifiés de manière participative ont été formés se sont engagés comme vecteurs de changement de comportement en vue de la prévention des VSBG et promotion de la culture de la paix.


Plusieurs leaders formés ont pris des initiatives pertinentes à l'instar des séances des sensibilisations et des causeries éducatives en vue d'aider leur communauté à prendre conscience des conséquences des VSBG et de s'engager dans la prévention de ce fléau. Plus de 80% ont été jugées pertinentes. Les causeries éducatives initiées par ces vecteurs de changement ont permis de toucher 7500 personnes en raison de 1500 personnes par site (Kitshanga centre, Mweso, Birambizo, Nyanzale et Pinga).

En parallèle de la formation des leaders communautaires, les partenariats avec les médias communautaires ont visé l'amélioration de leur compréhension de la violence faite aux femmes en famille et dans les communautés et l'impact de leur implication dans la sensibilisation des masses. Les radios dont les prestataires ont été formés se sont engagées notamment d'éviter la diffusion de messages qui véhiculent des stéréotypes ou qui favoriseraient les VSBG. Nous pouvons estimer qu'environ 75000 personnes ont été touchées par les émissions diffusées par 5 radios communautaires en raison d'une radio par site.

La pérennisation de ce projet implique la socialisation de la génération montante à travers l'éducation afin d'inculquer dès le plus jeune âge dans la vie quotidienne le respect de l'autre, les questions de genre, la lutte contre les VS, les Droits humains, la justice et les droits de la femme et de l'enfant, la promotion de la culture de la paix, notamment à travers leur cursus de formation (écoles). C'est pourquoi, au-delà de la communication institutionnelle et socio-culturelle, le projet a contribué à l'intégration de la dimension genre dans les enseignements (niveau secondaire seulement faute de moyen) à travers l'UNESCO, suivant son mandat éducatif, à travers la formation des 50 enseignants et 150 élèves, particulièrement, les membres du gouvernement scolaires à la lutte contre les stéréotypes sexistes ou de genre dans les pratiques pédagogiques et parascolaires ainsi que la prévention des VSBG en milieu scolaire. 30 écoles situées dans les cinq sites du projet ont bénéficié de cette formation.

Bien que les activités envisagées dans ce programme conjoint ont été développées dans une nouvelle approche méthodologique basée sur une communication participative institutionnelle et socioculturelle, à travers de nouveaux vecteurs de communication (les causeries éducatives), les activités de sensibilisations ont également été organisées dans 30 écoles.

Dans les lignes qui suivent, nous nous proposons de donner plus d'information sur chacun des résultats atteints dans le cadre de ce projet.

Résultat 3.1	Etat
Prévalence réduite normes sociaux nocives qui contribuent à perpétrer les VSBG	

Comme dit dans le rapport précédent, bien que tout changement de comportement commence par la prise de conscience des pratiques néfastes, la connaissance du nouveau comportement et les moyens exigés pour y arriver. Plusieurs séances de sensibilisation des masses et des causeries éducatives ciblées aux différentes couches communautaires ont été organisées afin d'aider la population à prendre conscience de la nécessité de transformer certaines pratiques et normes favorables aux VSBG. Les rapports des partenaires de mise en œuvre ainsi que des missions de suivi révèlent que de plus en plus, les communautés locales connaissent et comprennent les droits des femmes, les violences basées sur le genre, et sont conscientes des mécanismes légaux et judiciaires en place pour leur protection. Ces initiatives ont été centrées sur le transfert d'informations, qui, on le suppose, entraînera un changement d'attitude qui provoquera lui-même un changement de comportement. Il est à garder à l'esprit que les connaissances sont essentielles mais ne sont pas automatiquement liées à un changement d'attitude ou à un changement de comportement et de pratique. le changement de comportement, qui portent sur le « transfert d'informations » et la « volonté individuelle » rationnelle de changer, ne doit pas être une « pédagogie passive », ou une simple histoire de « leur apprendre ce qui est bien » ; il s'est agi de promouvoir les compétences personnelles et sociales par rapport aux comportements favorables au genre, d'impliquer les individus, d'activer la dynamique participative et communautaire, de réduire des contraintes contextuelles entravant de meilleures pratiques et donc de donner des moyens aux communautés locales. Cela est certes beaucoup plus complexe, mais les efforts déployés s'en trouvent largement récompensés par l'intention de changer exprimée par la majorité des participants aux différentes activités de formation, des causeries éducatives et de sensibilisation. Le principal facteur de causalité est l'intention d'agir. Cette intention est déterminée par l'interaction : a) Des attitudes envers le comportement lui-même (la grande majorité des bénéficiaires sur le terrain apprécie l'approche de l'objectif spécifique trois et souhaite que ces activités soient multipliées) ; b) Des normes sociales, (La communauté, les vecteurs de changement ainsi que la partie gouvernementale concernée par le projet (STAREC) approuvent-ils les nouveaux comportements proposés en vue de la prévention et de la promotion des comportements favorables au genre c) De la perception de contrôle comportemental (capacité perçue et compétence à appliquer le comportement par les vecteurs de changement et autres membres de leur communauté).

L'utilisation des leaders communautaires comme vecteurs de changement, en tant que méthode didactique repose sur le principe que les communautés concernées par le changement ont besoin d'occasions fréquentes de réagir à l'information (démontrer leur compréhension ou leur compétence) et de recevoir une rétroaction corrective immédiate, des conseils et des félicitations, au besoin. Cette approche augmente le nombre d'occasions pour les communautés de réagir au changement jusqu'à l'adoption effective du nouveau comportement.

Produit 3.1.1. Les capacités des leaders communautaires sont renforcées dans la prévention des VBG

Au terme du projet 30 membres du cadre d'échanges de Kitshanga, 300 leaders communautaires dont 120 femmes/filles identifiés au sein de l'administration publique et traditionnelle, formés comme vecteurs de changement de comportement sur le genre, les VSBG, la CCC et la culture de la paix sont capables de contribuer au changement de comportement à travers des initiatives pertinentes comme des causeries éducatives, la communication individuelle et collective, les plaidoyers, etc.

En parallèle, pour plus d'action, depuis janvier 2019 à nos jours, 50 enseignants dont 18 femmes de l'EPSP et 150 élèves membres des gouvernements scolaires dont 70 filles de trente écoles secondaires (en raison de 9 de Kitshanga, 7 à Nyanzale, 7 à Birambizo, 2 à Pinga et 5 à Mweso) formés sur les VSBG et la culture de la paix en milieu scolaire contribuent à l'intégration de la dimension genre dans les enseignements dans trente écoles. Des séances de restitution de la formation ont été organisées en vue d'harmoniser les vues sur le genre, les VSBG en milieu scolaire, promulguer le code de bonne conduite sur le genre et les VSBG en milieu scolaire et l'épistémologie d'un enseignement sensible au genre. Une étude peut être faite après la rentrée scolaire de septembre 2019 dans ces écoles afin de vérifier le niveau de l'intégration de cette dimension dans le plan d'études et les dynamiques de l'école vu que la formation a été faite vers la fin de l'année scolaire (Avril 2019).

Afin de compléter le travail des vecteurs de changement qui a consisté essentiellement à organiser des causeries éducatives ciblées dans la zone du projet (Pinga, Mweso, Nyanzale, Birambizo et kitshanga) afin de toucher 7500 personnes dont les chefs de famille, les leaders religieux, les élèves, les enseignants, les hommes en uniformes, les ex-combattant, les motards, les filles-mères, les femmes mariés, les femmes seules, etc. qui se sont engagés à changer en faveur de la prise en compte du genre dans tous les domaines de vie communautaire.

30 prestataires de médias communautaires dont 12 sont femmes, formés animent et diffusent des émissions sensibles au genre et sensibilisent les communautés pour plus de mobilisation communautaire dans la prévention des VSBG et la promotion de la culture de paix au sein de leurs communautés. Ces émissions pourront toucher environ 75.000 personnes en raison de 15.000 personnes dans chacun des cinq sites.

Produit 3.1.2 – L'engagement des jeunes et des leaders communautaires dans la promotion du genre et de la culture de la paix sont accrue

A la fin du projet, outre les 30 membres du cadre d'échanges ainsi que les 30 autorités politico-administratives formés, 300 leaders communautaires identifiés de manière participative ont également été formés comme vecteurs de changement en vue de non seulement de leur appropriation et pérennisation de l'approche du projet mais aussi de leur contribution à la réduction sensible des VSBG. Cependant, sur les 300 leaders communautaires formés seulement 203 sont encore actifs sur le terrain. Certains ont quitté les sites du projet et d'autres se sont découragés faute d'une prime mensuelle. L'engagement volontaire et bénévole des leaders s'appuie sur leur bonne volonté à agir pour le bien commun. La qualité et l'importance de leur rôle en font souvent des acteurs de changement très sollicités. Cela peut devenir exigeant, aussi faut-il saisir toutes les occasions de leur témoigner de la reconnaissance pour motiver la pérennité de leur engagement.

Au niveau des écoles (seul le niveau secondaire a été pris en compte faute de moyen suffisant), 50 enseignants de 30 écoles de la zone intègrent le genre dans leurs enseignements et les 150 élèves, membres du gouvernement scolaire travaillent afin de promouvoir le genre dans leurs écoles. Ils passent dans des institutions qui influencent les attitudes et les comportements comme les églises, les associations, les familles, les radios communautaires, etc. afin de les inviter à envoyer les filles à l'école. Selon le préfet de l'institut Bashali, le nombre des filles inscrites jusque-là a augmenté de 17% comparé à l'année passée. Quant aux prestataires des médias, une émission sensible au genre est diffusée et rediffusée une fois la semaine et des jungles sont diffusées dans 5 radios de la zone (Radio communautaire de Mweso, de Kibarizo, de Nyanzale, de Pinga et Racou FM de Kitshanga.). Environ 7500 personnes se sont engagées à adopter les comportements favorables au genre. Environ 75000 personnes ont été touchées par les émissions radios et de plus en plus les communautés ressentent le besoin de l'information et de la formation sur les comportements favorables au genre et à la culture de paix et environ 80 % des initiatives (causeries éducatives, plaidoyers, sensibilisations, etc.) prises par les leaders vecteurs de changement de comportement ont été jugées pertinentes suivant les critères ci-après : thème développé, nombre de personnes cibles, impact de l'initiative, pourcentage des personnes engagées à Changer, etc.

Défis et mesures de mitigation

Défis :

- La consolidation des nouveaux comportements par les communautés sans un accompagnement durable ;
- La consolidation des acquis des interventions de l'objectif spécifique 3 dans les zones touchées ;

- L'extension des interventions de l'objectif spécifique 3 dans toute la zone autour de Kitshanga ;
- Le changement des acteurs des ministères impliqués dans la dynamique dès le début du projet exige du temps pour comprendre la dynamique et le dispositif mis en place dans le cadre du présent projet. D'où le risque du non appropriation de la démarche et du non capitalisation des résultats atteints par cet objectif dans les prochaines interventions par d'autres acteurs intervenant dans les mêmes domaines.

Mesures de mitigation

- Partager les résultats atteints avec d'autres intervenants afin de leur permettre de bâtir sur l'existant lors de prochaines interventions
- Mobiliser des ressources additionnelles en vue de la continuité, consolidation des acquis et l'extension des interventions de la présente intervention

Coordination

Faiblesse :

Faible implication des autorités politico administratives dans le projet au niveau national. Pas de comité de pilotage organisé jusqu'à ce jour bien que prévu dans le document du projet. Et bien que la nouvelle autorité provinciale soit impliquée dès le début du projet dans le domaine du foncier, aucun briefing n'a été fait à sa nouvelle équipe afin de leur permettre d'avoir une idée globale sur le niveau actuel de mise en œuvre du projet et les défis auxquels le consortium fait face.

Force :

Rien à signaler

Encrage institutionnel

Au niveau local, les autorités administratives et coutumières ont été impliquées dans les activités et celles-ci déclarent que la CCC ainsi que la mobilisation communautaire comme approches utilisées pour la prévention des VSBG seraient une stratégie efficace selon les expertes en genre du STAREC, de la DIVIGENRE et de l'EPSP/Nord Kivu, impliquées dans la mise en œuvre du projet). Le transfert de compétence en matière de la prévention des VSBG, de la CCC et de la culture de paix en vue du respect effectif des droits de l'homme et des enfants, de lutte contre la corruption sous toutes ces formes et de l'élimination de toutes formes de discrimination en matière d'emploi a été effectif. Le chef de mission STAREC au niveau provincial, la coordonnatrice de la maison de la femme, organe technique en charge de l'autonomisation de femmes de la division du genre, l'inspectrice de la maternelle et experte en genre de l'EPSP et l'experte en charge du STAREC dispose des compétences suffisantes pour orienter les interventions de changement de comportement en vue de la prévention des VSBG sur le terrain.

Cette approche de l'UNESCO pose les éléments d'une durabilité des interventions surtout qu'avec ce mode d'intervention, les institutions étatiques et non étatiques partenaires de l'UNESCO sont responsabilisées dans la mise en œuvre, ce qui les prédispose à poursuivre les actions même à la fin des projets

Questions de genre

L'approche utilisée par cet objectif a été transformative. Le but a été d'aborder les différences de genre et créer les conditions où les hommes et les femmes peuvent expérimenter des nouveaux comportements afin d'établir des rôles et des relations plus équitables. Pour ce faire des besoins/intérêts des femmes et des filles sans négliger ceux des hommes et des garçons ont été pris en compte dans toutes les interventions afin de réduire les violences découlant non seulement de la perception de la femme mais également du traitement inégal des filles/femmes et des garçons/hommes dans la communauté.

La prise en compte du genre a donc été effective tant au niveau du choix des acteurs de mise en œuvre qu'au niveau des bénéficiaires. Ainsi, les activités de l'objectif spécifique 3 ont été 100% sensibles au genre vu qu'elles ont contribué toutes à l'amélioration des rapports de genre dans le site du projet, des conditions de vie des femmes dans la zone du projet et à l'augmentation du pouvoir de négociation des femmes et des filles dans différents domaines de vie y compris dans le foncier.

Leçons apprises

- ✓ La communication doit se faire dans une approche participative, impliquant la communauté, pour que l'information puisse atteindre toutes les couches de la population ;
- ✓ La compréhension de la notion de genre et son intégration dans les communautés exigent que les formations soient conçues pour induire des changements chez des personnes influentes et crédibles (hommes et femmes) capables de véhiculer des valeurs égalitaires à travers leurs comportements ;
- ✓ L'engagement de la partie nationale dans le Programme facilite la mise en œuvre des activités et garantit l'atteinte des résultats.
- ✓ Une fois dans l'action, quand l'engagement des leaders est réel, il devient nécessaire de consolider et/ou élargir leurs capacités pédagogiques et techniques et de leur fournir des outils.
- ✓ La sensibilisation menée conjointement par des hommes et des femmes, leaders engagés, a plus de chances de susciter le changement de comportement.
- ✓ Aborder les VSBG sous l'angle des inégalités femmes – hommes et des droits humains, facilite la prise de conscience et le changement de comportement, tant chez les femmes que chez les hommes. Pour ce faire, le recours aux approches genre et de masculinité positive sont des leviers à privilégier.

Histoires de succès

- ✓ Je suis Olivier, j'ai 24 ans révolus, ancien colonel du groupe armé APCLS. Je suis marié. Je n'avais aucune considération pour la femme. Je ne respectais même pas ma propre mère. Je fais kidnapper plus d'une fille pour le plaisir sexuel de mes hommes. Démobilisé, j'ai participé aux formations sur les VSBG, j'ai compris que les femmes ont aussi droit à la dignité comme tout le monde. Je regrette vraiment mon passé. Aujourd'hui, j'ai une autre perception de la femme et ma relation avec ma femme considérée jadis comme un objet sexuel, est améliorée. J'ai résolu d'aimer, de respecter et de protéger toute femme. J'invite tous les hommes à faire autant.
- ✓ Laurent, membre du cadre. Avant je pensais que ma femme était bonne à rien. Raison pour laquelle je lui laissais la charge des travaux ménagers. Hier, quand je suis arrivé à la maison après la formation sur le genre, j'ai résolu de l'aider dans la cuisine. J'ai réalisé que faire la cuisine est une tâche noble qui demande le temps, l'énergie, etc. En aidant ma femme j'ai pu ressentir sa joie, le bonheur de mes enfants et cela m'a rendu heureux de voir ma famille heureuse.
- ✓ « Je suis Espoir, élève en sixième année de l'institut Bashali. Avant la formation sur le genre je n'avais vraiment aucune considération pour les filles. Pour moi, les filles étaient des simples machines à produire des enfants. Elles passaient inutilement leurs temps à l'école. Elles devaient rester à la maison en attendant le mariage. Mais la formation sur le genre, les VSBG, la CCC et la culture de la paix m'a aidé à comprendre qu'une fille a les mêmes droits que moi. Ma perception sur mes camarades filles a totalement changé et j'ai commencé à les sensibiliser sur l'importance de leur scolarisation. Je suis fier de travailler comme vecteur de changement de comportement »

TYPE D'IMPACT AU NIVEAU DU PROJET

L'OBS1

Durant la période de ce rapportage, les plates-formes des organisations de jeunes et de femmes ont identifié, documenté et suivi voire résolu des conflits fonciers qui déstabilisent la zone ; contrairement à la période de 2018 pendant laquelle ces structures n'étaient pas fortement actives dans le foncier.

La résolution pacifique de ces conflits a prévenu les violences liées au foncier. Les cas de déguerpissements forcés de populations n'ont pas été observés mais aussi les conflits fonciers du type individuels qui sont maintenant rapportés auprès des structures de médiation proviennent des villages éloignés de grands centres.

Dans le passé, beaucoup de ménages n'avaient pas accès à la terre arable et cela entravait les relations et la cohésion sociales entre membres des différentes communautés. Actuellement, les membres de différentes communautés vivent en harmonies et de cas d'incident inter/ou intracommunautaire ne sont plus d'actualité dans la zone.

Néanmoins, comme les conflits sont inhérents à la société, au terme du projet, les structures et plates-formes des organisations de jeunes et de femmes actives dans le foncier déjà opérationnelles et fonctionnelles vont prendre relève pour résoudre pacifiquement les conflits fonciers.

OBS2

Lors des entretiens avec les jeunes bénéficiaires des AGRs de Kitshanga et le chef de localité de Moweso, ils ont déclaré que le projet en général et les AGRs en particulier, leur ont permis de s'accepter mutuellement (Hutu, Hunde, Tutsi, Nyanga) pourtant dans le passé, les jeunes en questions s'affrontaient au sein de groupes armés selon les obédiences ethniques (Nyatura groupe armé Hutu, APCLS groupe armé Hunde, M23 groupé armé Jeunes Tutsi, Nduma Défense of Congo Rénové).

OBS3

- Lors d'un entretiens avec quelques responsables des ménages à Kitshanga, ces personnes (femmes et hommes) déclarent avoir observé le changement de comportements au sein des ménages de Kitshanga sur la gestion des biens notamment foncier et la répartition des tâches ménagères.

INFLUENCE SUR LA DYNAMIQUE DES CONFLITS

L'OBS1

La dynamique de conflits était caractérisée par la compétition pour le contrôle de la terre mais avec la promotion de mécanismes alternatifs de résolution pacifique des conflits fonciers, la médiation et le plaidoyer deviennent de plus en plus une voie par laquelle les vulnérables accèdent à la terre pacifiquement **OBS2 :**

La dotation des AGRs aux jeunes issus de différentes ethnies et dont la plupart ont combattus dans les rangs de groupes armés a contribué au désarmement communautaire parce que les jeunes ont quitté les groupes armés pour profiter l'emploi temporaire (HIMO) et les avantages des AGRs.

OS3 :

La zone autour de Kitshanga est une zone de conflit à répétition. Dans ce contexte les femmes sont d'un côté, l'objet d'exactions ciblées, notamment des violences sexuelles sous toutes ses

formes commises par aussi bien les civils que les différents groupes armés et les hommes en uniforme. La perception erronée de la femme est l'un des facteurs justifiant ces pratiques. De l'autre côté, elles sont principales responsables de la génération montante. A travers la socialisation, elles communiquent ses stress, ses angoisses, etc. en prédisposant ainsi ses éduqués à devenir auteurs des VSBG.

La prise de conscience sur la nécessité de modifier certaines normes socioculturelles favorisant les VSBG, l'avilissement du statut de la femme et le manque de la culture de la paix par les communautés, constitue le premier pas vers l'amélioration du statut et des conditions de vie de la femme et la prise en compte du genre dans les projets de stabilisation et/ou de développement. Et offre à la population de la zone autour de Kitshanga la possibilité de réduire sensiblement l'incidence des VSBG dans leur quotidien pouvant alimenter la dynamique des conflits dans la zone et de promouvoir le renforcement de confiance entre peuples.

PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

Fiche d'évaluation du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique

OS 1	Critères d'évaluation	Evaluation et recommandations	Note
PARTIE 1 – LES PROGRES			
1	<p>Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées</p>	<p>Certes que le rapport essaie de donner quelques progrès réalisés. Cependant, il ne documente pas suffisamment les progrès atteints dans la sécurisation foncière. Tout est comme si le partenaire fait seulement la médiation et la prévention des conflits fonciers et non la sécurisation foncière. Ceci est une étape importante car sans titres fonciers les sans terres qui accèderaient à des lopins de terres après le processus de médiation seront toujours en insécurité et donc il pourrait y-avoir rebondissement des conflits fonciers.</p> <p>Par ailleurs, le partenaire ne se focalise pas aux indicateurs de ses résultats pour bien prouver le niveau de progrès réalisé. Quelques recommandations et commentaires fournis par le ST et UAS HQ pour mieux expliquer et supporter les progrès n'ont pas été pris en compte dans le rapport.</p> <p>Des fois les explications ont été ajoutées en forme de commentaire et n'ont pas été intégrés dans le texte (e.g. Indicateur 1.1, Produit 1.1.1, les défis pour obtenir des titres fonciers...). En plus, dans plusieurs occasions, le narratif ne fait pas allusion aux indicateurs (e.g. Produit 1.1.1.) Par ailleurs, le changement expliqué n'est pas suffisamment appuyé par des évidences probantes. C'est difficile à comprendre les conditions des accords (verbal, documents signés, validés par autorités... etc).</p> <p>Beaucoup des erreurs grammaticales sont aussi dans le texte.</p>	1,5
	<p>Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité</p>	<p>Les données rapportées par le partenaire sont logiques et bien pertinentes. Cependant, il y a certaines faiblesses qu'il convient de mettre en exergue :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Il y a certaines désagréations importantes qui ne sont pas prises en compte dans le rapport tel que la localisation des données. 2) Les données sur l'impact des activités de sensibilisations/ renforcement des capacités, ne sont pas rapportées. 	1,5

	<p>Les données pour appuyer les indicateurs sont assez faibles et plutôt basées sur des hypothèses E.g. nous n'arrivons pas à comprendre qui étaient les bénéficiaires des séances de sensibilisation et leur catégorie (Résultat 1.1) et le lien direct entre ce sensibilisation et l'augmentation dans l'accès et sécurisation de la terre.</p>	
<p>L'état d'avancement du projet est comme prévu</p>	<p>Le projet n'a pas pu terminer les activités planifiées dans le temps. Ce qui a conduit à accorder une extension. Cependant, à 1 mois avant la fin du projet, plusieurs activités ne sont pas toujours mises en œuvre ou ne sont pas encore bien achevées pour éviter de la pression dans leur mise en œuvre (renforcement des capacités des acteurs locaux sur les mécanismes légaux et alternatifs de sécurisation foncière et les techniques de plaidoyer, base des données et cartographies des conflits fonciers, plaidoyers de haut niveau,.....). Ainsi, la mise en œuvre d'une stratégie de sortie garantissant la durabilité des activités sur terrain sera difficile dans ce projet. Le projet a un délai surtout dans les processus de sécurisation des terres (l'homologation des accordés signes par les tribunaux de paix, octroi des titres.. etc)</p>	<p>1,5</p>
<p>Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente</p>	<p>Les éléments contextuels et transversaux sont exploités dans le rapport et même dans la mise en œuvre du projet dans l'objectif 1. Le partenaire essaie bien de faire le lead du consortium pour une bonne coordination. Cependant, il s'observe un problème d'amener tous les 3 agences membres du consortium à une bonne coordination au sein du consortium. En plus, le partenaire a des difficultés à bien coordonner les différentes structures locales de médiation de conflit et l'ancrage institutionnel (la chefferie). La Sous-coordination foncière qui regroupe les structures locales de médiation des conflits fonciers œuvrerait comme une coordination des structures de médiation des conflits fonciers, néanmoins celle-ci travaille en parallèle avec la chefferie en général et de la circonscription foncière qui pourtant devrait prendre le lead.</p> <p>En plus, les mesures de mitigation n'étaient pas suffisamment reflétées dans le cas par exemple de # conflits homologués et les défis dans le processus d'homologation, comment ces conflits sont validés par les autorités, etc. En plus, il y a des commentaires du ST et UAS HQ</p>	<p>1,5</p>

		pas pris en compte (e.g pas de document annexe « Mission conjointe de suivi des cas des conflits fonciers par les agences membres du consortium et les autres partenaires humanitaires »)	
	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Dans l'objectif 2, Résultat 2.1 ; les progrès réalisés sont clairement rapportés : une cohabitation pacifique entre les communautés est observée grâce aux AGR communautaires et les autres activités de sensibilisation. Les données relatives aux bénéficiaires sont fournies. Cependant, quelques recommandations et commentaires fournis par le ST et UAS HQ pour mieux expliquer et supporter les progrès n'ont pas été pris en compte dans le rapport. E.g. Résultat 2.1 : le lien entre les AGRs et la réduction de violence intercommunautaire a été observé sur terrain mais dans le rapport n'est pas reflété.	2
2	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Les données utilisées dans le rapport sont pertinentes. Cependant elles manquent de désagrégation liée à la fois à la localisation pour savoir le nombre de bénéficiaire par groupement et par ethnie.	1,5
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	L'objectif 2 est concerné par l'extension. Il y a certaines activités importantes qui sont en un retard préjudiciable au projet telles que les AGRs, l'étude de marché et la construction du Centre de Jeunes de Kitshanga. Le fait que les activités soient en retard a un impact négatif sur la qualité de l'intervention et sur les perceptions des communautés vis-à-vis du projet. Les défis des AGRs ne sont pas mentionnés alors que sur le terrain ont été observés. Ainsi, il y a risque que le projet finisse en cascade sans pérennisation.	1,5
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d'une façon claire et pertinente	Le rapport aborde les éléments contextuels et transversaux. Toutefois, non seulement que les défis ayant occasionné le retard dans les activités mentionnées ci-dessous, mais aussi la coordination des structures de bénéficiaires ne sont pas abordés dans le rapport.	2
3	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées	De manière générale, le rapport met en évidence quelques progrès réalisés. Cependant, le rapport ne fait pas attention aux indicateurs des résultats du projet et les données fournies semblent ne pas avoir assez d'évidences objectives pour les prouver (cas de 7500 personnes ayant bénéficié des causeries éducatives en raison de 1500 personnes par site	2

		- Kitshanga centre, Mweso, Birambizo, Nyanzale et Pinga, cas de 75000 bénéficiaires des émissions radios...)	
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Les données sont pertinentes. Cependant pour certains cas, les données sont générales sans désagrégation en termes de localisation et de catégorie de bénéficiaires. Le rapport ne fait pas allusion aux sources de vérification et est plutôt basé sur les hypothèses.	1,5
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Au niveau des activités, le partenaire a fini la plupart d'activités prévues et a consommé la totalité du budget, cependant il n'a réalisé que moins de 80% des résultats en termes d'indicateurs.	2
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	Le partenaire aborde à bien d'égards les éléments contextuels et transversaux dans le rapport. Cependant, il ne montre pas suffisamment les défis programmatiques, et est plutôt focalisé dans les défis financiers. Aucune mesure de mitigation est documentée dans le rapport. L'encrage institutionnel n'est pas clair et se ressemble contradictoire (au même temps faible implication et bonne implication des autorités)	1,5
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT			
1	Les changements au niveau d'impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Dans ce rapport, l'impact de différentes activités réalisées par le projet telles que les sensibilisations et résolutions des conflits (cas du Résultat 1.1 par exemple), on ne voit pas vraiment des impacts sur la sécurisation foncière. Le rapport ne dit pas quelle était le nombre de demandes des titres fonciers avant les activités de sensibilisation et actuellement. Les AGR et les formations et sensibilisation en matière du genre n'est pas bien suffisamment documenté.	1,5
2	Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Le rapport met en exergue les dynamiques des conflits fonciers, les contraintes dû au manque des opportunités économiques et le manque de cohésion sociale dans la zone. Néanmoins il n'arrive pas à montrer comment les différentes activités mises en œuvre dans cette zone sont entrées en jeu pour induire des changements de ces dynamiques conflictuelles.	1,5
PARTIE 3 : ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION			
1.	Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l'atteinte des	OS 1 : Les dépenses dans le Résultat 1, ne sont pas arrivées à garantir la sécurisation foncière. OS2, dans le Résultat 2, le rapport ne fournit pas amples informations sur la participation	1

	produits/résultats escomptés	inclusive dans la gestion foncière (sexe, ethnie...). OS2 : le retard dans la provision des AGRs ne peut pas assurer leur bon suivi et pérennisation, donc l'impact dans ce sens est questionnable. Le retard dans la construction du centre de jeunes à cause aussi un impact négatif dans la communauté et la programmation I4S. OS3 : le rapport n'arrive pas à faire comprendre l'attente des résultats de ces activités.	
2.	Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget		1
3.	Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche.	N/A car le projet prend fin.	3
NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT			28/51
Commentaires généraux			

ANNEXES – CADRE LOGIQUE
(Prière de annexer le file excel)

Notes sur le cadre logique (si nécessaire).
A compléter par le partenaire.